

Chapitre 2

La jeunesse arabe récoltera-t-elle dans un avenir proche la moisson du « printemps » ?

Abdeslam Badre

« Habituellement, quand nous avons besoin de savoir quelque chose, nous allons consulter les experts, mais nous avons tendance à oublier que, lorsque nous voulons savoir quelque chose sur les jeunes, sur ce qu'ils ressentent et ce qu'ils veulent, nous devrions aller leur parler. »

Kofi Annan, ancien Secrétaire général des Nations Unies

INTRODUCTION

Dans les années à venir, les historiens se souviendront avec précision des conséquences des transformations politiques, sociales et économiques qui ont cours actuellement à travers le monde arabe par l'effet du réveil collectif et des activités synchronisées de millions de jeunes hommes et de jeunes femmes depuis décembre 2010, puisqu'elles marquent un tournant sans précédent pour l'histoire moderne au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (région MOAN), voire dans le monde. La déconnexion demeure le sentiment dominant partagé par les jeunes Arabes qui défient aujourd'hui leurs gouvernements et, mobilisant une énergie prodigieuse et des talents considérables, s'efforcent de restaurer, si ce n'est de recréer, certaines institutions constitutionnelles et sociales fondamentales dans les domaines de la gouvernance, de l'économie, des libertés, de l'action sociale, de la culture et des médias, et de la diplomatie. La situation a également contraint les gouvernements nouvellement élus à faire figurer dans leur ordre du jour des bouleversements socio-économiques et politiques de grande ampleur, pour canaliser et accompagner les aspirations et les attentes de la jeunesse. Mais jusqu'ici, aucune de ces aspirations n'a été concrétisée. L'exclusion socio-économique des « jeunes post-Printemps arabe » atteint au contraire un pic, alors que perdurent les sentiments de marginalisation sociale, le poids de la pauvreté, la corruption et les atteintes aux droits de l'homme. Le présent article a par conséquent pour objectif de mettre en lumière certaines des réflexions actuelles portant sur les caractéristiques principales de la situation de déconnexion socio-économique et politique que les jeunes Arabes sont encore contraints de supporter, dans une période de transition si délicate dans l'actualité de la région, et de suggérer quelques mesures opérationnelles que pourraient adopter les décideurs politiques pour alléger le fardeau du chômage et de l'exclusion sociale.

FRUSTRATION POSTRÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

D'un point de vue politique, les trois années de soulèvement arabe ont ouvert davantage de portes de confusion et de consternation que de fenêtres de promesses d'avenir pour la jeunesse. À l'heure actuelle, la majorité des jeunes s'estiment encore privés de leurs droits vis-à-vis des processus politiques dans leurs pays. « Les jeunes ne paraissent pas avoir prise sur les orientations décidées par leurs pays et les nouvelles institutions de gouvernance qui sont apparues ne semblent pas correspondre au rôle qu'ils ont joué », conclut une récente enquête menée par le Centre d'études d'Al-Jazeera. Il ressort de la même enquête que la plupart des 8 045 personnes interrogées, femmes et hommes âgés de 17 à 31 ans et originaires de trois pays du Printemps arabe, estiment que leurs parlements récemment élus ne les représentent pas. En Tunisie, par exemple, plus de 80 % n'ont pas le sentiment d'être représentés par les députés de l'Assemblée constituante ; 72 % des jeunes répondants égyptiens indiquent qu'ils n'ont pas le sentiment d'être représentés par leurs députés ; en Lybie, 62 % des jeunes déclarent que leur Conférence nationale n'exprime pas leurs aspirations.

D'un point de vue économique, le ralentissement de l'activité et le déficit fiscal que connaît la région, associés à une mauvaise gestion des ressources, une gouvernance indigente et l'inadéquation du système éducatif aux besoins du marché, ont négativement affecté le marché du travail. Il en résulte une hausse inquiétante du chômage chez les jeunes, en particulier chez les nouveaux diplômés. Une étude récente dirigée par l'Organisation internationale du travail (OIT, 2013) a montré que les révolutions du Printemps arabe n'ont guère servi les intérêts de la jeunesse arabe au Moyen-Orient et en Afrique du Nord sur le plan de l'emploi : le chômage a enregistré une hausse de près de 5 %, pour atteindre 27 % ; l'Égypte et la Tunisie sont en tête de liste avec près de 30 %, le taux de chômage au Maroc atteint 27 % et celui de l'Algérie 21,5 %. En outre, l'étude indique que, dans la région, quatre jeunes sur 10 vivent dans la pauvreté, alors que 40 % des jeunes perçoivent des salaires insuffisants qui ne leur permettent pas de subvenir à leurs besoins essentiels, ce qui contraint nombre d'entre eux à vivre chez leurs parents. Enfin, le rapport met en lumière le fait que la région est restée sous le volume minimal acceptable de travail relativement à sa population, le ratio plafonnant à 43,6 %, comparé à la moyenne internationale qui est de 60,3 %.

Ces indicateurs économiques et politiques révèlent que ce n'est pas un avenir plus radieux qui attend la jeunesse arabe car, depuis le déclenchement du Printemps arabe, les performances économiques et politiques continuent à déconnecter les jeunes Arabes de tout tissu social. Cette situation difficile est à l'origine du vaste soulèvement de la population jeune qui éprouve une frustration, une aliénation et une déconnexion multidimensionnelles. Pour élaborer un programme politique à long terme visant à reconstruire des politiques de jeunesse nationales et durables, les décideurs arabes doivent tout d'abord appréhender les besoins, les attentes et les rêves des jeunes ; à cet égard, il est une question urgente qui réclame une réponse : « Les nouveaux dirigeants arabes sont-ils prêts à rétablir des connexions avec les jeunes, de sorte que ces derniers puissent se réconcilier avec la politique, se reconnecter avec leur société et restaurer leur esprit civique ? » La question n'attend pas une

réponse de type « oui ou non » mais exige de s'engager dans l'autocritique sincère et constructive d'une décennie d'échecs enregistrés par les politiques de jeunesse.

Cette dernière décennie a tracé les contours d'une détérioration générale des services sociaux de base dans la région arabe, due pour l'essentiel au dépérissement du rôle de l'État et au manque de plans sociaux d'ensemble. D'une part, une politique sociale globale de jeunesse a manqué, et manque toujours dans la région. Le développement économique est considéré comme un élément essentiel du développement social mais il ne garantit pas nécessairement une juste distribution de la richesse dans la société et n'assure pas non plus une égalité d'accès aux services sociaux de base. À titre d'exemple, au cours de la décennie ayant précédé les révolutions arabes, le produit intérieur brut de la région enregistrait une croissance vigoureuse et régulière ; pourtant, les perspectives économiques des jeunes et leurs conditions de vie se sont effondrées, en raison d'une mentalité généralisée penchant du côté des inégalités, de la corruption et de l'exclusion sociale. Les stratégies nationales adoptées en matière d'inclusion sociale des jeunes ont principalement ciblé des secteurs spécifiques de la population vivant dans une extrême pauvreté, mais aucune démarche fondée sur le droit n'a été entreprise pour soutenir les personnes vulnérables, ni de stratégie durable pour assurer la satisfaction des besoins essentiels de tous les citoyens. De la même manière, les plans d'action sociale élaborés à l'heure actuelle dans différents pays arabes se limitent en général à déployer une série de filets de sécurité. Il leur manque une vision d'ensemble fondée sur des stratégies nationales de développement social et incluant la santé, l'éducation, la création d'emplois et un projet global de sécurité sociale nationale.

D'autre part, les forces de la mondialisation, l'économie de marché ouverte et les lourdes et onéreuses exigences des formes modernes d'éducation ont fortement rallongé la période de la jeunesse et retardé l'âge associé à l'entrée dans un statut professionnel et au mariage. La jeunesse est aujourd'hui définie par la communauté internationale comme la période de vie s'étendant de l'âge de 15 ans à 24 ans, mais la plupart des jeunes hommes et femmes dans la région MOAN rejoignent ce segment de la population alors qu'ils sont déjà dans leur trentaine, ou plus âgés encore. Ainsi, même le facteur démographique n'aide pas les jeunes à se connecter à leur génération. En outre, la croissance aussi considérable que rapide d'une jeune population arabe diplômée, plus particulièrement chez les femmes, a rendu plus difficile encore le fait de parvenir à une indépendance financière et sociale en trouvant un emploi en lien avec la formation, en quittant le foyer parental et en fondant par le mariage son propre foyer. C'est pourquoi la rupture des liens sociaux et la perte d'un soutien social, des conditions de vie précaires et l'absence de droits juridiques et politiques ont contraint plus de 10 millions de personnes originaires des pays arabes du sud de la Méditerranée à émigrer vers les pays développés qui offrent de plus larges perspectives sociales et économiques (Martín, 2009) ; l'on s'attend à un flux migratoire annuel de 200 000 personnes durant la période 2010-2020 en provenance des pays arabes du sud de la Méditerranée (environ 2 millions de nouveaux migrants pour cette décennie). Il s'agit d'un flux migratoire considérable qui engendre, et continuera à engendrer, de grandes difficultés sociopolitiques, économiques et juridiques pour les pays d'accueil (essentiellement en Europe) qui sont déjà à la recherche de solutions pour remédier à la situation critique dans laquelle se trouve

leur propre jeunesse. Quant à ces jeunes qui restent dans leurs pays, ils continueront à demander instamment de pouvoir réaliser pleinement leur potentiel, à exiger la justice et l'équité sociales, le droit d'amener leurs gouvernements à rendre compte et davantage d'espace où exprimer librement leur identité.

VERS UNE STRATÉGIE RÉGIONALE HOLISTIQUE FAVORISANT LA CONNEXION DES JEUNES

D'un point de vue politique, la région arabe a été assaillie de difficultés économiques et politiques qui ont souvent lié ses jeunes hommes et femmes à l'agitation et à l'instabilité sociales. De nombreux experts en politique étrangère et praticiens du développement considèrent que les hommes jeunes forment le groupe le plus exposé au risque d'implication dans la violence et l'extrémisme, une considération qui se vérifie plus particulièrement dans le cas des jeunes Arabes. L'absence d'un développement complet et d'une mise à profit du potentiel des jeunes peut se traduire par des conséquences extrêmes, notamment des pertes économiques considérables, conflits armés, troubles et instabilité politiques et sociaux. Les jeunes sont plus susceptibles de voir contrarier leurs revendications légitimes, notamment en raison de l'absence de sentiment de connexion, du manque de perspectives d'emploi, d'un faible taux de réussite scolaire, d'une faible participation au processus décisionnel et d'une faible mobilité sociale. Dans ce contexte explosif, des hommes politiques cupides et opportunistes pourraient même exploiter ces revendications en entraînant ces jeunes gens aux ambitions contrariées dans le renversement par la violence de gouvernements légitimes.

D'un point de vue économique, on se rend mieux compte que le niveau du chômage des jeunes n'est pas un simple reflet du cycle économique mais une question structurelle persistante, aux causes distinctes nécessitant des solutions diverses qui recoupent les politiques en matière de fiscalité, de travail, de sécurité sociale et d'éducation. Durant trop longtemps, des chiffres de croissance positifs exprimés en données agrégées ont dissimulé les causes sous-jacentes des troubles : chômage, inflation élevée, régime autoritaire, manque de perspectives économiques pour la majeure partie de la population et plus particulièrement pour les jeunes générations. Les décideurs politiques arabes doivent aujourd'hui prendre conscience du fait qu'un système financier au service de 20 % de la population seulement constitue l'ingrédient décisif de la recette de l'instabilité politique. Au demeurant, les connexions économiques et financières de la jeunesse du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord sont en retard par rapport à d'autres régions du monde. Il ressort de l'enquête sur l'inclusion financière globale (Findex) que la région MOAN se classe en dernière position dans la comparaison régionale portant sur l'inclusion financière. En moyenne, seuls 18 % des adultes disposent d'un compte ouvert auprès d'une institution financière formelle, un chiffre à comparer à la moyenne mondiale qui s'élève à 50 %. Parallèlement, la population de jeunes en âge de travailler représente un tiers du monde arabe et un quart est au chômage, ce qui signifie que les pays de la région MOAN se trouvent face à la nécessité de créer 80 millions d'emplois en quinze ans (Fonds monétaire international, 2013). Selon le Manpower Group, « la capacité à acquérir, organiser et mettre en œuvre un savoir en vue de résoudre des problèmes que rencontrent les entreprises – le

talent humain – est devenu plus important que toute autre forme de capital pour assurer la réussite économique tant des entreprises que des individus ».

Les besoins des jeunes en matière d'éducation, d'emploi, de liberté et de participation politique sont au cœur même de la stabilité politique et du développement économique de la région. Ces besoins peuvent différer d'un groupe à l'autre dans les différents pays (selon le sexe, le niveau d'éducation, l'appartenance ethnique et l'état de santé), mais toutes les jeunes générations partagent un même sentiment de connexion potentielle. À l'inverse, la jeunesse, par son nombre, son énergie, son enthousiasme, ses innovations et son dynamisme, dispose d'autant d'atouts que la région MOAN peut s'employer à exploiter pour son développement en mettant en place des politiques adaptées qui apporteraient une réponse appropriée et qualitative à la question de la connexion. Quand la condition sociale de la jeunesse est prise en considération, les jeunes forment une précieuse source de capital humain, de même qu'une force de consommation sur le plan de la production économique, qui améliorerait la productivité totale d'une région du monde où la formation de capital est limitée. Lorsqu'ils ont un emploi, les jeunes peuvent représenter pour l'économie une source de demande fiable par l'intermédiaire de leurs activités de consommation. En outre, les jeunes Arabes incarnent une nouvelle classe d'entrepreneurs potentiels qui est d'une urgente nécessité pour la région si celle-ci doit prospérer.

Alors que le Moyen-Orient connaît une reprise économique, il doit relever trois défis principaux : 1. l'actualisation et la constitution de bases de connaissance relatives à la situation des jeunes, de manière à guider des politiques et des programmes efficaces axés sur la qualité des emplois comme sur les niveaux d'emploi ; 2. la conception de politiques et de programmes dont les perspectives dépassent la seule création d'emploi pour aider les jeunes à engranger des acquis décisifs durant leur période de transition ; 3. ces interventions doivent contribuer à l'établissement d'un nouveau contrat social incluant un secteur privé dynamique et une société civile active. Il est nécessaire qu'un tel contrat soit fondé sur un nouveau modèle de développement au sein duquel la connexion des jeunes occuperait une place centrale dans l'ordre du jour des décideurs, avant même que ces derniers n'élaborent leur politique. Selon moi, la première étape de l'inclusion sociale des jeunes consiste à les intégrer à la conception des politiques et à la formulation des mesures d'implantation. Cela n'implique pas que tous les jeunes soient individuellement questionnés, mais simplement il convient d'inclure les représentants de la société civile travaillant dans le domaine de la jeunesse, travailleurs de jeunesse, ONG et secteur privé comme partenaires à long terme des organismes officiels. Alors seulement les jeunes Arabes commenceront peut-être à récolter la moisson !

CONCLUSION

Il ressort des faits et des résultats d'enquêtes que, dans le monde entier, l'exclusion sociale est à l'origine de préjudices très étendus aux conditions de vie, à la vie affective, à la participation socio-économique et à l'état de santé des jeunes, et aboutit à un legs intergénérationnel de pauvreté, d'insécurité de niveaux de vie, d'isolement politique et social, de sentiments d'aliénation et de modes de vie insalubres. Se créent alors des groupes de personnes en colère, idéologiquement, politiquement

et socialement déconnectées, prêtes à terroriser des vies innocentes au nom de fallacieuses promesses idéologiques (les militants d'Al-Qaïda), ou d'autres groupes plus optimistes, espérant se reconnecter avec leur nation et choisissant de se révolter contre des régimes totalitaires (les jeunes du Printemps arabe). Durant l'apogée du Printemps arabe, on a beaucoup entendu parler, dans nombre de pays voisins, de la jeunesse comme une importante ressource représentant l'avenir. Il est désormais temps de progresser en direction de la concrétisation d'une vision ambitieuse et de positionner cette génération au centre du développement de la région. Il est essentiel que les jeunes soient associés comme partenaires clés pour mettre au point des solutions taillées sur mesure et assurer leur participation au processus décisionnel et à la prestation de service. Et cela doit être traduit au niveau politique. L'une des principales recommandations porte sur le soutien à apporter aux mouvements de jeunes et à faire entendre la voix de la jeunesse dans des enceintes plus formelles du processus décisionnel. Les jeunes doivent être amenés dans les institutions sociopolitiques et économiques traditionnelles. Certes, quelques gouvernements et agences ont déjà pris des mesures allant dans ce sens. Mais il est nécessaire de faire passer la connexion des jeunes du stade de l'action sporadique à celui de stratégie régionale normalisée, comme c'est le cas au sein des États du Conseil de l'Europe, dont le modèle d'inclusion sociale de la jeunesse et l'expérience en matière de connexion de la jeunesse, de politique et de travail de jeunesse sont considérés comme l'un des meilleurs au monde.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Al Jazeera Center for Studies (juillet 2013), « Arab youth feel alienated from politics », www.aljazeera.com/news/middleeast/2013/07/2013729103126233170.html (consulté le 3 février 2014).

Fonds monétaire international (novembre 2012), « Middle East and North Africa Regional Economic Outlook », www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2013/mcd/eng/pdf/mreo1113p.pdf (consulté le 3 février 2014).

Manpower Group (septembre 2012), « How Policymakers Can Boost Youth Employment », www.manpowergroup.com/wps/wcm/connect/d2ef580f-8cea-4e22-afcb-495998121435/How_Policymakers_Can_Boost_Youth_Employment_FINAL_09-18-12.pdf?MOD=AJPERES (consulté le 3 février 2014).

Martín I. (2009), « Towards a Euro-Mediterranean strategy for employment and mobility », in Martin, I., et al. (2009), *30 Proposals to Give a Genuine Social Dimension to the Euro-Mediterranean Partnership*, Euro-Med NGO Platform, Friederich Ebert Stiftung et FES Mediterranean Dialogue, Beyrouth.

Organisation internationale du travail (OIT) (2013), « Global Employment Trends for Youth 2013 : A Generation at Risk », www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/documents/publication/wcms_212423.pdf (consulté le 3 février 2014).